

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
Cellule Contrôle Techniques et Environnement Sud  
2 rue Jean Richepin  
BP 60079  
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 16/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **SOLUTIONS 30 GRAND SUD-OUEST**

9 impasse de Pivoulet  
31140 LAUNAGUET

Références : 2025-185-PUB  
Code AIOT : 0006605158

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2025 sur la plateforme de transit de déchets dangereux que la société SOLUTIONS 30 GRAND SUD-OUEST exploite 128 chemin du pas de la paille à Perpignan (66000). Cette inspection a été annoncée à l'exploitant par courriel du 20/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr>).

La réalisation de cette visite était programmée pour respecter la fréquence minimale de contrôle définie dans le plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOLUTIONS 30 GRAND SUD-OUEST
- Plateforme de transit de déchets dangereux
- 128 chemin du pas de la paille à Perpignan (66000)
- Code AIOT : 0006605158
- Régime : Autorisation

Initialement, la plateforme de transit de déchets dangereux était exploitée par la société SOTRANASA-TELEVIDEOCOM, créée en 1974. Cette société spécialisée dans la construction et la maintenance des réseaux d'énergies, d'eaux, de télécommunications et d'éclairage public, et en génie civil, y entreposait en particulier des poteaux traités à la créosote qu'elle retirait de chantiers que lui confiait son client principal, la société FRANCE TELECOM (devenue ORANGE).

Les poteaux usagés traités à la créosote étant considérés comme des déchets dangereux par la

réglementation des déchets, lors de la publication du décret du 13/04/2010<sup>1</sup> cette installation c'est retrouvée classée au titre de la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement pour le régime de l'autorisation, en raison de la quantité maximale de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation ( $\leq 10$  tonnes). Par courrier du 17/07/2012, Monsieur le Préfet a acté le bénéfice des droits acquis par cette société dans ces conditions de classement.

Cette plateforme de transit de déchets dangereux est depuis 2017, réglementée, dans ces mêmes conditions de classement, par l'arrêté préfectoral du 20/11/2017<sup>2</sup>.

Par courrier daté du 01/04/2025, la société SOLUTIONS 30 GRAND SUD-OUEST, une filiale de la société SOLUTIONS 30 SE, a déclaré à Monsieur le Préfet qu'elle était le nouvel exploitant de la plateforme.

Le 25/11/2025, lors de la réunion en salle ayant précédé la visite de terrain, la société SOLUTIONS 30 GRAND SUD-OUEST a indiqué qu'elle envisageait de déclarer la cessation définitive de son activité de transit de déchets dangereux, confiant qu'elle n'avait pas été retenue pour le renouvellement du marché de la société ORANGE, pour la gestion de son réseau de téléphonie filaire et fibre.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Action nationale 2025 – Respect des prescriptions applicables à l'installation en matière de lutte contre l'incendie.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

1 Décret n° 2010-369 du 13/04/2010 modifiant la nomenclature des installations classées

2 Arrêté préfectoral n° 2017324-0002 du 20 novembre 2017 encadrant la poursuite de l'activité de la société SOTRANASA sur le site de Perpignan

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

### **Bilan hors points de contrôle**

Lors du contrôle du 25/11/2025, l'inspection des installations classées a constaté que la société SOLUTIONS 30 ENERGIES détenait également sur le site des poteaux traités à la créosote dont la quantité était supérieure à 1 tonne. Cet entreposage de poteaux relève d'une activité de transit de déchets dangereux également classée au titre de la rubrique 2718 pour le régime de l'autorisation, pour laquelle la société SOLUTIONS 30 ENERGIES ne dispose pas de cette autorisation et distincte de celle que la société SOLUTIONS 30 GRAND SUD-OUEST exploite sur le même site.

Toutefois, il se trouve que la société SOLUTIONS 30 GRAND SUD-OUEST et la société SOLUTIONS 30 ENERGIE sont toutes les deux des filiales de la société SOLUTIONS 30 SE.

Or, le juge administratif a considéré qu'une société, dont l'activité appréciée de manière autonome relevait du régime de déclaration, ne pouvait se prévaloir de ce régime dès lors qu'une autre société dont elle était la filiale exerçait la même activité relevant du régime de l'autorisation au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et ce, sur le même site (Cf. CAA Lyon 29 juin 2010, req. n° 08LY00973). Par extension, une société A filiale d'une société B, dont l'activité appréciée de manière autonome relèverait du régime de l'autorisation, ne pouvait se voir octroyer une autorisation dès lors qu'une autre société C également filiale de la société B exerçait la même activité relevant déjà du régime de l'autorisation au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et ce, sur le même site.

Ainsi, au regard de cette jurisprudence et de la quantité de déchets dangereux présente sur le site lors du contrôle du 25/11/2025, l'inspection des installations classées considère que la société SOLUTIONS 30 SE est actuellement l'exploitant de la plateforme de transit de déchets dangereux de Perpignan dans laquelle est susceptible de se trouver plus de 10 tonnes de déchets dangereux, en cumulant les quantités de poteaux traités à la créosote, entreposés par chacune de ses deux filiales.

En revanche, dans le cas où la société SOLUTIONS 30 GRAND SUD-OUEST mettrait effectivement fin à son activité de transit de déchets dangereux, l'autorisation d'exploiter la plateforme pourrait être transférée à la société SOLUTIONS 30 ENERGIES.

### **Bilan des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais <sup>(1)</sup>
3	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46-1 <sup>er</sup> al. et 50	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Audit de l'arrêté	Arrêté Préfectoral du 20/11/2017, article 10.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46-1 <sup>er</sup> al. Et 48	Sans objet
2	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46-1 <sup>er</sup> al. Et 49	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir de la fiche de constats**

Lors du contrôle du 25/11/2025, l'inspection des installations classées a constaté que la société SOLUTIONS 30 GRAND SUD-OUEST ne respectait pas 3 des prescriptions qu'elle a contrôlées (Cf. points de contrôle n° 3, 4 et 5 dans les fiches de constats suivantes).

Par ailleurs, l'inspection des installations classées a constaté qu'une autre société, la société SOLUTIONS 30 ENERGIES exerçait sur le même site, la même activité dans des proportions qui conduirait à son classement pour le régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Or ces deux sociétés sont des filiales de la société SOLUTIONS 30 SE et en considération de la jurisprudence (Cf. CAA Lyon 29 juin 2010, req. n° 08LY00973), la société SOLUTIONS 30 SE serait en réalité l'exploitant de la plateforme de transit de déchets dangereux de Perpignan dans laquelle est susceptible de se trouver plus de 10 tonnes de déchets dangereux, en cumulant les quantités de poteaux traités à la créosote, entreposés par chacune de ses deux filiales.

Par conséquent, l'inspection des installations classées a proposé à Monsieur le Préfet d'adresser un courrier à chacune de ces sociétés, afin :

- qu'elles clarifient, sous 3 mois, la situation administrative de la plateforme de transit de déchets dangereux de Perpignan en effectuant les démarches nécessaires de changement d'exploitant, porter-à-connaissance (pour une demande éventuelle d'augmentation de la quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente sur le site) ou cessation définitive de l'activité.
- dans le cas où l'autorisation dont bénéficie actuellement la société SOLUTIONS 30 GRAND SUD-OUEST serait transférée à la société SOLUTIONS 30 ENERGIES, que cette dernière remédie, **sous 3**

mois, aux trois non-conformités relevées lors du contrôle du 25/11/2025.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 46-1 <sup>er</sup> al. et 48
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Identification, plan et matérialisation des zones à risques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.  Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.  La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
<b>Constats : CONFORME.</b> L'inspection des installations classées constate que l'exploitant a identifié les les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées. Sur le site ces zones sont matérialisées par des pictogrammes normalisés et elles sont repérées sur un plan. La nature des zones à risque et les consignes à observer sont matérialisées à l'entrée de ces zones.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : État des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46-1 <sup>er</sup> al. Et 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Inventaire des stocks de déchets, fiches de données de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.  L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.  Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
<b>Constats : CONFORME.</b> L'exploitant dispose d'une application informatique interne qui lui permet en temps réel de connaître la quantité : - de carburant (stockage non classé - réservée à sa flotte de véhicules légers et engins de chantier) ;

- de bouteilles de gaz (stockage non classé - gaz utilisés pour les chalumeaux ;
  - de poteaux usagés traités à la créosote ;
- présente dans son établissement.

Par ailleurs, l'exploitant dispose d'un classeur dans lequel l'inspection des installations classées a pu consulter par sondage les fiches de données de sécurité des plusieurs produits dangereux détenus sur le site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : État des matières stockées

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46-1er al. et 50

**Thème(s) :** Risques accidentels, Actualisation hebdomadaire, modalités d'accès

**Prescription contrôlée :**

Le présent article » est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746 , 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.
L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.
Les dispositions « du présent article » sont applicables à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2022.
<b>Constats : NON-CONFORME.</b> Comme évoqué au point de contrôle précédent, l'exploitant dispose d'un état des matières stockées actualisé en permanence et accessible par informatique. En revanche, il ne dispose pas de l'état des matières stockées sous format synthétique, prévu par la réglementation. L'exploitant explique que pour les poteaux usagés traités à la créosote le recalage périodique est effectué par un inventaire physique 2 fois par an et que son unique client pour ce type de déchets (la société ORANGE) procède à des contrôles inopinés des stocks dans son établissement tous les mois.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées une copie papier ou numérique de l'état des matières stockées sous format synthétique qu'il doit établir.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Audit de l'arrêté

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2017, article 10.3.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Réalisation et respect de la périodicité des audits
<b>Prescription contrôlée :</b> Une vérification systématique et exhaustive du respect point par point des prescriptions de l'arrêté d'autorisation est périodiquement effectuée, à intervalles n'excédant pas un an.  Tous les trois ans cette vérification est effectuée par un organisme ou une personne extérieur compétent et indépendant de l'établissement.  Les modalités des audits définies dans cet article pourront être revues par l'inspecteur des installations classées en fonction des résultats observés, de l'expérience acquise et sur présentation d'un dossier motivé.
<b>Constats : NON-CONFORME.</b> L'exploitant ne disposait pas le jour du contrôle, ne disposait pas du rapport de la vérification systématique et exhaustive du respect point par point des prescriptions de l'arrêté d'autorisation réglementant son établissement, qu'il doit effectuer chaque année.  L'exploitant n' a pas non plus été en mesure de présenter le dernier rapport de cette vérification devant être effectuée, tous les 3 ans, par un organisme ou une personne extérieur compétent et indépendant de l'établissement. Le dernier dont une copie avait été remise à l'inspection des installations classées lors du précédent contrôle de l'établissement date du 20/11/2018. Il avait été établi par la société APAVE.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit faire réaliser, par un organisme ou une personne extérieur compétent et indépendant de l'établissement, un nouvel audit de vérification systématique et exhaustive du respect point par point des prescriptions de l'arrêté d'autorisation réglementant son établissement. La copie papier ou numérique du rapport qui sera établi à l'issue de cet audit devra être transmise à l'inspection des installations classées.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Plan de défense contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Existence du plan et de sa transmission au SDIS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.</p> <p>Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;</li> <li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;</li> <li>- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;</li> <li>- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</li> <li>- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;</li> <li>- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;</li> <li>- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;</li> <li>- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li> <li>- les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d'entreposage tampon, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes.</li> </ul> <p><b>Constats : <span style="color: red;">NON-CONFORME</span>.</b> Le plan de lutte contre l'incendie dont dispose l'exploitant ne comporte pas tous les éléments mentionnés dans l'article ci-dessus et n'a pas été transmis au services d'incendie et de secours (SDIS 66).</p>



<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit établir un plan de défense contre l'incendie conforme aux prescriptions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22/12/2023, en adresser une copie au SDIS 66 ainsi qu'à l'inspection des installations classées, et par ailleurs, attester à l'inspection des installations classées (copie du courrier ou courriel de transmission) que le plan a bien été transmis au SDIS 66.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois